Syndicat National **F.O** des Lycées et Collèges
Section académique de Créteil
Maison des syndicats 11-13 rue des archives 94010 Créteil Cedex
Tel : 01 49 80 91 95 - 68 92
E-Mail : snfolc.creteil@gmail.com Site : www.snfolc-creteil.fr

Créteil, le 11 novembre 2026

La grève générale peut faire céder le gouvernement sur les revendications !

Le 5 novembre, par la grève et les manifestations, 1 600 000 lycéens, étudiants, enseignants, fonctionnaires, salariés du public et du privé, retraités ont affirmé leur exigence que toutes les revendications soient satisfaites.

Le mandat de la grève du 5 novembre, c'est l'unité des travailleurs, des lycéens, des étudiants pour la satisfaction des revendications de tous :
- l'allègement des effectifs dans toutes les classes ;
- le remplacement systématique des personnels absents ;
- le recrutement de tous les personnels nécessaires (enseignants, vie scolaire, AESH, etc.) pour répondre aux besoins exprimés dans les établissements ;
- l'abrogation de Parcoursup et de la sélection à l'entrée à l'université, la création de toutes les places nécessaires dans les universités
- l'abrogation des réformes du lycée et du bac qui désorganisent les classes et plombent les emplois du temps ;
- la rénovation des bâtis scolaires…

Le mandat de la grève du 5 novembre c'est aussi :
- le rétablissement des moyens nécessaires au fonctionnement des services publics ;
- l'augmentation immédiate du SMIC et des salaires et le rétablissement de l'échelle mobile des salaires en les indexant automatiquement sur l'inflation ;
- le retrait des attaques contre la Sécurité sociale ;
- l'augmentation du point d'indice dans la fonction publique et le rattrapage des 30% de pouvoir d'achat perdu depuis 20 ans ;
- le blocage des prix…

Le mandat de la grève du 5 novembre, c'est l'unité des travailleurs, des lycéens, des étudiants pour le retrait des projets de budgets du gouvernement Macron-Lecornu qui prétend couper encore 54 milliards d'euros dans les services publics et qui remet en cause la Sécurité sociale.

Le mandat de la grève du 5 novembre, c'est le refus de séparer les revendications de la jeunesse de celle des fonctionnaires, de celles des salariés. C'est l'exigence de la satisfaction de l'ensemble des revendications.

Le gouvernement qui maintient son budget mortifère pense s'en sortir à bon compte avec une conférence sociale, un « coup de pouce » de 5 euros pour le smic, une rencontre avec les fédérations de la fonction publique vendredi, un toilettage de Parcoursup… tout en accentuant la répression contre les personnels et les lycéens.
En refusant de répondre aux revendications, il joue le pourrissement – effectif dans plusieurs lycées de l'académie au sein desquels se sont multipliés les tirs de mortiers d'artifice – pour espérer détourner l'attention des lycéens et des personnels de leurs revendications.
Il prétend imposer l'enseignement en distanciel dans de nombreux lycées de l'académie alors que – faut-il le rappeler – le télétravail n'existe pas ni dans le statut des enseignants, ni dans les obligations réglementaires de service.
Il prétend déclarer grévistes des collègues qui – à juste titre – décident de protéger leurs élèves et de se positionner entre les lycéens qui bloquent leur établissement et les forces de police équipées pour charger et réprimer.

Pour le SN*FO*LC Créteil, plus que jamais, l'unité lycéens-étudiants-enseignants-salariés et de l'ensemble des organisations syndicales est indispensable pour faire reculer le gouvernement.
Mais on le sait, les journées d'action saute-moutons n'y suffiront pas, c'est la grève générale dans l'unité qu'il faut préparer !

Parce que ce qui est à l'ordre du jour c'est bien la préparation de la grève générale, le SN*FO*LC Créteil appelle les collègues à se réunir dans leurs collèges et lycées, à réaffirmer les revendications, à se saisir de toutes les initiatives syndicales permettant d'avancer dans la voie de l'unité des salariés du public, du privé et de la jeunesse, pour la satisfaction de toutes les revendications, telle que les initiatives de grèves et de manifestations appelées le 17 novembre.